AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRES D'AGRICULTURE

LETTRE économique

Décembre 2016 N° 368

EDITO

Bon anniversaire Monsieur Keynes

Sans vraiment trop y prêter attention, l'année 2016 finissante était celle du quatre-vingtième anniversaire de la publication d'un ouvrage qui fit date, la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, signé de l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946).C'est dans ce livre que fut initiée une réflexion sur la crise et les moyens d'en sortir. Brocardée depuis les années 1970, la politique budgétaire semble aujourd'hui retrouver une certaine légitimité. On en veut pour preuve la récente posture de l'OCDE.

Le constat récemment dressé par l'OCDE dans ses Perspectives économiques 2017 est sans appel. Il est en effet indiqué que la croissance de l'économie mondiale reste depuis cinq ans dans une dynamique molle, se situant aux alentours de 3%, soit un taux inférieur de trois quarts de points aux vingt dernières années. On sait que l'atonie de la croissance mondiale pèse sur les échanges mondiaux et freine l'investissement productif et par conséquent l'emploi. Le secteur agricole en a fait récemment l'expérience, et en particulier le secteur laitier, confronté au tassement inédit de l'économie chinoise.

Aux yeux de l'institution du Château de la Muette, le chiffre de la croissance est non seulement décevant, mais insuffisant pour renforcer les anticipations des décideurs économiques et faire progresser la croissance potentielle. De plus, la croissance semble peu soutenue par le commerce mondial lequel, comme on le sait, décline depuis également près de cinq ans. L'offre des entreprises reste contrainte par une absence de visibilité quant à leurs débouchés, traduisant une demande trop modeste. Quels sont alors les leviers pour que la croissance de l'économie mondiale se redresse durablement ?

La lecture des Perspectives économiques de l'OCDE est riche d'enseignements, surtout lorsqu'elle aborde les leviers qui permettraient de mettre un terme à cette croissance molle. On peut y lire en effet que les politiques budgétaires auraient un rôle important à jouer dans ce processus de rehaussement de la croissance de l'économie mondiale. L'action publique devra de surcroît être concertée. L'étonnement saisi le lecteur de ce document. En effet, l'OCDE avait jusqu'ici la réputation d'être une institution ayant jeté le discrédit sur les politiques publiques. Dressant le constat d'une croissance médiocre, l'OCDE restaure l'importance des politiques publiques et en appelle à un déploiement d'efforts efficaces pour soutenir la demande globale (consommation et investissement) et ainsi relancer la croissance, voyant d'un bon œil le projet de Donald Trump d'une action budgétaire de 1 000 milliards de dollars pour le renouvellement des infrastructures aux Etats-Unis.

Rejoignant celle du FMI, la recommandation de l'OCDE aurait-elle des relents de keynésianisme ? Cela mérite de s'y arrêter un instant. Car la publication des Perspectives de l'OCDE et le message qu'elles véhiculent interviennent dans un contexte historique précis, celui du quatre-vingtième anniversaire de la publication, en langue anglaise, de la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie de Keynes. C'est bien dans cet ouvrage, d'un abord plutôt ardu, qu'est légitimé l'interventionnisme étatique. La dépense publique pouvait selon Keynes se substituer aux acteurs privés lorsque le marché s'avérait défaillant. Puisque l'OCDE plaide pour un relâchement des dépenses budgétaires, l'opportunité nous est donnée de souligner la longévité du message de Keynes. Car la longue période de dérégulation qui s'ouvre au détour des années 1980 s'est brisée sur les récifs de la crise économique et financière de 2007-2008.

Pour peu qu'elle soit coordonnée dans un contexte d'interdépendance des économies, une politique budgétaire exerce un effet d'entraînement (on parle d' « effet multiplicateur »), sur le reste des secteurs. Elle n'est pas l'ennemie de l'économie (système éducatif, de santé, infrastructures, transition vers une économie bas carbone…). Les acteurs privés en tirent bien évidemment bénéfice par les routes qu'ils utilisent, par les diplômés qu'ils recrutent et qui contribuent à la formation de la valeur ajoutée, par les soins qu'ils reçoivent…

Il n'est par conséquent guère surprenant que les deux grandes institutions économiques internationales – OCDE et FMI – aient opéré un revirement de leur point de vue respectif sur la légitimité et l'efficacité de la politique budgétaire. En écho aux inquiétudes de Keynes sur la solidité du contrat social dans les pays avancés durant la grande dépression des années 1930, les recommandations de l'OCDE dissimulent à peine le même type d'anxiété. . La crise n'étant pas encore totalement jugulée, elles laissent, via le chômage et les inégalités, des millions d'individus dans le besoin. Au regard des échéances politiques en cours et à venir, ces individus précarisés ne resteront pas, comme le disait déjà Roosevelt en 1933, éternellement silencieux. Bon anniversaire Sir Keynes !

Contact : Thierry POUCH

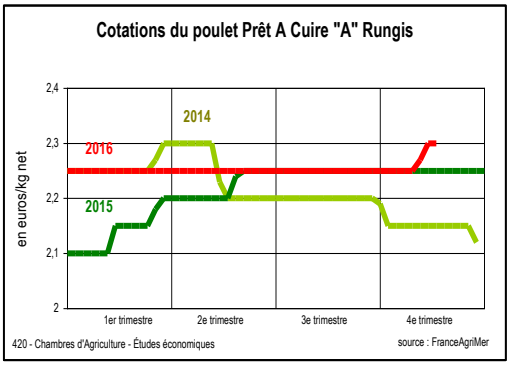
Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email :
accueil@apca.chambagri.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Siret 180070047 00014
www.chambres-agriculture.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

Avec la participation financière du CasDAR

Le Poulet en redressement



Le cours du poulet est désormais bien orienté à la hausse depuis quelques semaines. L'offre est en effet affectée par les conséquences de l'épidémie de grippe aviaire du début de l'année 2016, laquelle a conduit à l'abattage de plusieurs élevages de gallinacés. Reprenant de la vigueur, le cours se situe au-dessus de ceux des deux précédentes années.

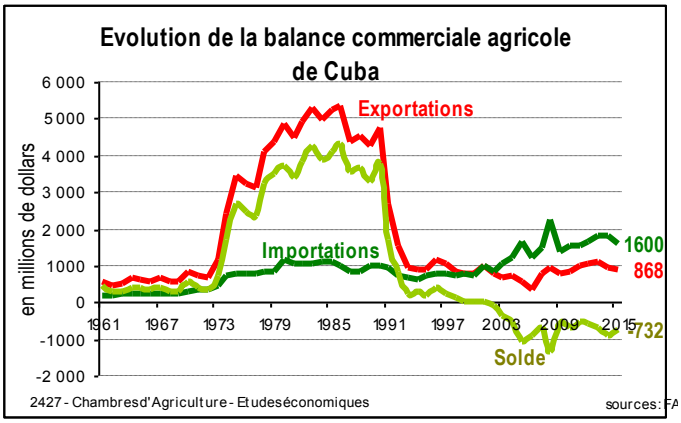
Cuba, entre tournant historique et enjeux agricoles

La mort de Fidel Castro, le 25 novembre 2016, met en lumière un pays longtemps isolé du monde par son positionnement idéologique et son modèle économique. Dernier bastion de la guerre froide, le pays avait entamé un virage historique avec l'impulsion d'un processus de normalisation de ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis fin 2014. Dans un tel contexte économique et politique hors norme, la politique agricole cubaine ne fait pas exception : face à une transition relativement réussie vers des systèmes d'exploitation agro-écologiques, le pays continue de faire face à une dépendance structurelle à ses importations agro-alimentaires.

La L'agriculture cubaine, à l'image de son économie, est intimement liée aux grands épisodes historiques de l'après-guerre au XXème siècle. La guerre froide avait contribué à structurer les échanges de l'île avec les pays de l'Union Soviétique. L'agriculture s'était alors engagée dans un virage productiviste, avec pour intime ambition de devenir le principal fournisseur de canne à sucre de ses alliés. Encore aujourd'hui, l'économie agricole cubaine est largement centrée sur cette production : la culture de la canne occupe le tiers des surfaces cultivables de Cuba. L'effondrement du bloc soviétique entraîna le pays dans une profonde crise économique, et la disparition de son premier (et quasiment seul) partenaire commercial. Ce tournant historique contraint le pays à faire face à ses responsabilités en termes de politique agricole, la pratique d'une agriculture intensive et monoculturale ayant donné lieu à une importante dégradation du potentiel agronomique des terres, et ayant révélé la forte dépendance alimentaire du pays vis-à-vis de l'extérieur.

Aujourd'hui encore, le pays subit un fort déficit alimentaire, lequel concerne les produits de base (blé, maïs, lait en poudre, farines et huiles), déficit qui pèse entre 1,5 et 2 milliards de dollars dans les importations depuis 2009. Ainsi, il est estimé que 80 % de la consommation alimentaire cubaine sont assurés par ces importations.

Une politique agricole orientée vers l'autosuffisance alimentaire, mais qui ne parvient pas à combler un déficit structurel de la balance commerciale alimentaire

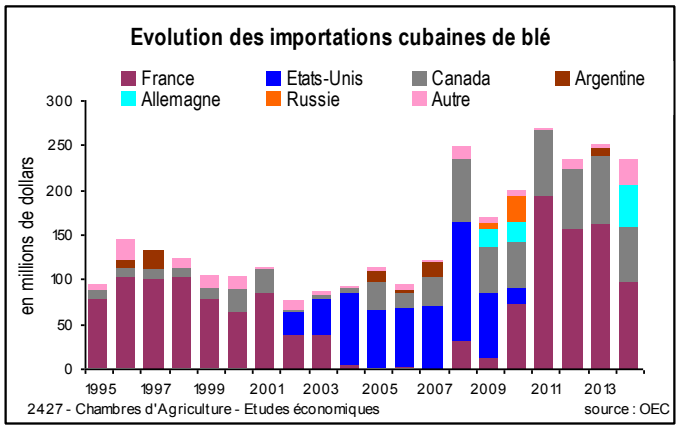


Contraint de renforcer sa politique agricole, le gouvernement cubain a mis en place dès les années 90 différentes mesures visant à stimuler sa production agricole et à réduire sa dépendance alimentaire. L'enjeu est de taille, car bien que l'agriculture ne représente que 5 % du PIB national, le secteur emploie un cinquième de la population active cubaine. Ainsi depuis 2009, plus de 1,5 million d'hectares de terres, auparavant nationalisées, ont été redistribués auprès de plus de 150 000 paysans cubains, avec la possibilité de vendre sur les marchés urbains. Mais les résultats de cette réforme agraire sont encore très largement insuffisants, du fait d'un défaut en fourniture d'intrants, d'accès aux crédits et à l'assurance pour les paysans, ainsi que des problèmes de commercialisation de la production agricole (marché noir, défaillances dans l'acheminement des produits).

Dans le même temps, l'effondrement de l'Union Soviétique a contraint les autorités cubaines à effectuer une rapide transition de leur système agricole vers une agriculture davantage soutenable et plus autonome. Ainsi, dès les années 90, le pays est devenu un laboratoire de test pour le développement de l'agroforesterie et de l'agriculture périurbaine, jusqu'à aboutir à ce que la majorité de l'approvisionnement en fruits et légumes dans les villes soit dorénavant assurée par l'agriculture locale. Cependant, cela ne suffit toujours pas à combler la demande alimentaire du pays, notamment du fait d'un déficit récurrent en produits de base, et d'une forte vulnérabilité des exploitations aux aléas climatiques, fréquents dans la région.

Bien que limitées, le contexte cubain offre des opportunités pour les exportateurs français

Les échanges commerciaux de Cuba sont principalement liés aux autres pays d'Amérique Latine, et à des pays aux positionnements politiques et idéologiques proches. Le Venezuela et la Chine se placent ainsi comme les principaux pays partenaires de Cuba, avec un rapprochement récent avec la Russie. Cependant, ces pays ont connu depuis 2015 des troubles économiques et/ou politiques aigües qui ont entravé leur capacité à commercer avec Cuba. De son côté, l'UE constitue la première zone d'échanges économiques pour Cuba, et la France se situe au douzième rang des pays partenaires avec plus de 172 millions d'euros de biens et services échangés en 2015. Les échanges commerciaux franco-cubains sont favorables à la France, bénéficiant d'un excédent commercial de 121 millions d'euros en 2015. De plus, on observe qu'une grande part des exportations françaises vers Cuba (de 35 % à 50 % selon les années) est constituée de produits alimentaires, et plus particulièrement de céréales comme le blé tendre. La France est redevenue le premier fournisseur de blé pour Cuba depuis 2010, malgré la concurrence d'un pays aussi compétitif que le Canada. Mais, la baisse des importations de blé en provenance de France observée en 2015 (- 30 % par rapport à 2014) devrait se confirmer en 2016, du fait des récoltes hexagonales catastrophiques. La prochaine campagne sera donc décisive pour les opérateurs français afin de reconquérir le marché cubain.



Le développement économique et l'ouverture croissante de l'Etat cubain ouvrent de nouvelles opportunités pour les exportateurs de produits agroalimentaires. Pour la France, l'enjeu sera de consolider son positionnement sur ce marché porteur. Pour Cuba, le pays entre dans une ère décisive de son histoire. Le changement d'administration aux Etats-Unis avec l'élection de Donald Trump devrait sans nul doute ralentir le processus de rapprochement diplomatique entre les deux pays, malgré les efforts déployés par le président sortant Barack Obama pour alléger au fur et à mesure l'embargo états-uniens avant sa passation de pouvoir. L'Etat cubain se doit donc de chercher de nouveaux partenaires commerciaux, au vu de sa démarche d'intégration dans l'économie mondiale. Son expérience agricole atypique, ainsi que ses choix en matière de souveraineté alimentaire, animeront certainement les débats dans les institutions agricoles internationales. La France doit se positionner par rapport à des relations entre Cuba et les Etats-Unis en pleine mutation.

Contact : Quentin MATHIEU

Disparité des revenus au sein des exploitations agricoles en 2015

La Commission des Comptes de l'Agriculture Nationale s'est réunie le 13 décembre et a publié d'une part les comptes prévisionnels 2016 de la branche agricole (optique macroéconomique, INSEE) et d'autre part, les résultats du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) de l'année 2015 (optique microéconomique et sectoriel, Ministère de l'agriculture). Nous nous proposons de faire, ici, un point sur les résultats du RICA.

Le RICA confirme les prévisions macroéconomiques de 2015

En décembre 2015, la publication des évolutions du revenu de la branche agricole avait suscité une vive polémique. L'INSEE prévoyait une forte progression des résultats de la branche, ce qui allait à l'encontre de la perception que les agriculteurs avaient de leur situation économique. On se souvient qu'on était alors (décembre 2015) au cœur de la crise du secteur laitier (crise qui s'est malheureusement poursuivit jusqu'à aujourd'hui, en dépit d'un redressement encore précaire mais bien réel des prix des produits laitiers, notamment le beurre). En l'absence de toute évaluation sectorielle, l'annonce d'une croissance du revenu de la branche agricole pour 2015 paraissait incompréhensible.

Or ces estimations sectorielles de l'année 2015 que l'on attendait, ont, justement, été publiées lors de la CCAN de 13 décembre 2016. Il s'agit des résultats du RICA et ils confirment les prévisions macroéconomiques réalisées par l'INSEE. D'une part, le Résultat Courant Avant Impôts par Actif Non Salarié (RCAI/UTANS) progresse de 1% entre 2014 et 2015, pour la moyenne de toutes les orientations de production. Cette variation va dans le sens de celle établie par l'INSEE en décembre 2015, à ceci près, tout de même, que l'INSEE tablait sur une hausse du revenu de plus grande ampleur : autour de + 10% (avec des variations selon les indicateurs choisis) et revue à +5% six mois plus tard pour la version provisoire des comptes. D'autre part sur 13 orientations de production renseignées dans la nomenclature du RICA, 11 ont connu une croissance de leur RCAI/UTANS entre 2014 et 2015. Seuls les secteurs laitiers (exploitations spécialisées ou pratiquant un élevage bovin mixte viande/lait) connaissent d'assez fortes baisse de revenu (voir tableau 1).

On notera au passage la grande amplitude des niveaux de résultats entre les orientations de production avec des extrêmes qui vont du simple au quadruple entre les résultats les plus faibles (porcins) et ceux les plus élevés (Viticulture), en 2015.

Les très vives critiques entendues en décembre 2015 semblent donc peu fondées. Cependant, la situation de l'agriculture en 2015 était tout de même critique comme l'indique la fréquence des revenus négatifs des exploitations qui apparaissent dans les résultats du RICA de l'année 2015 publiés le 13 décembre.

15% des exploitations dégageraient un revenu négatif en 2015.

Un des grands intérêts du RICA est que son échantillon est suffisamment étendu pour qu'on puisse mesurer la dispersion des résultats parmi les exploitations. Ainsi, il apparaît qu'en 2015, 15% des exploitations agricoles en France avaient dégagé un revenu négatif.

Paradoxalement, les exploitations au revenu négatif les plus nombreuses n'appartiennent pas au secteur laitier mais à celui des céréales et oléoprotéagienux, et de l'élevage porcin. En fait, pour ces deux orientations de production, les années 2013 et 2014 avaient été des années de fortes baisses des revenus et le retour à la hausse de 2015 n'a pas été suffisant pour que toutes les exploitations aient pu améliorer nettement leur situation économique.

Au-delà de l'année 2015, la fréquence d'exploitations dégageant un revenu négatif est un phénomène qui est de toute façon persistant. En 2014, 16% des exploitations avaient un revenu négatif, ce qui est très proche de ce qu'on a observé en 2015 (ajoutons qu'en 2014, l'année s'était soldé par une faible hausse des revenus).

Ce que l'on retiendra de tout cela, c'est que certes la fragilité des prévisions est bien connue de tous les utilisateurs de la statistique agricole, de même que l'on sait bien que le chiffre du revenu ne dit pas tout (loin de là) de la santé économique de l'agriculture française et des exploitations mais l'écho de la publication des estimations de revenu est large dans le public agricole et non agricole, et ne peut à ce titre qu'engendrer des débats, parfois vifs.

Le RICA est une opération statistique réalisée par tous les États membres de l'Union européenne. En France, le RICA collecte les données comptables d'un échantillon de 7 000 exploitations (7284 en 2014). L'échantillon est représentatif des exploitations qui ont un Produit Brut Standard supérieur à 25 000 € annuels.

Le Résultat Courant Avant Impôts est l'indicateur de revenu utilisé dans ce texte, il se calcule selon la chaîne comptable suivante : Production + Subventions – Consommations Intermédiaires – Fermage - Rémunération des salariés – Impôts à la production – Amortissements ; on y ajoute (ou retire) les soldes des assurances (primes – indemnisations) et produits et charges financières.

Le RCAI est divisé par le nombre d'actif non salarié en équivalent temps plein (Unité de Travail Annuel Non Salarié (UTANS).

Contact : Didier CARAES

[1] *Pour une analyse des résultats macroéconomiques de l'INSEE, voir notre publication « Comptes de l'agriculture : 2016 aura été une année noire pour l'agriculture française », Analyse et Perspective n°1608, décembre 2016.*

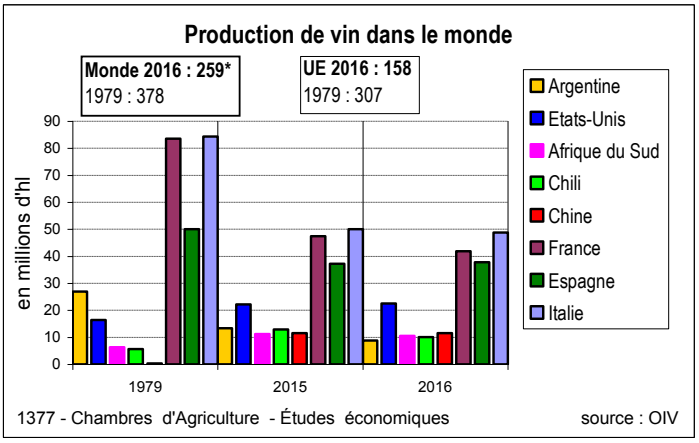
Tableau 1

Revenu d'activité par actif non salarié (RCAI / UTANS)			
	2015	2015 / 2014	Nbre d'exploitations avec RCAI/UTANS < 0
	€	%	%
Céréales et oléoprotéagineux	16 709	8	26
Autres grandes cultures	40 355	18	10
Maraîchage	35 900	47	15
Horticulture	33 131	40	8
Viticulture	51 720	4	11
Fruits et autres cultures permanentes	31 781	51	10
Bovins lait	17 539	-28	16
Bovins viande	18 835	3	10
Bovins mixte	19 394	-14	13
Ovins et caprins	20 748	14	11
Porcins	12 991	18	24
Volailles	28 130	19	7
Polyculture, polyélevage, autres	19 674	4	19
Total	25 415	1	15
Source : SSP - RICA			

Baisse de 5 % de la production mondiale de vins en 2016

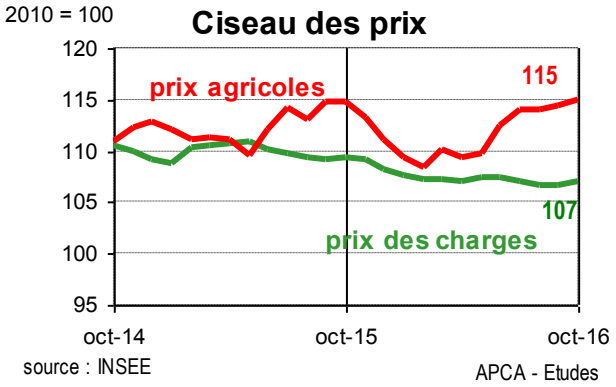
La production mondiale de vins estimée à 259 millions d'hectolitres en 2016, soit une baisse de 119 millions d'hectolitres par rapport à la très importante production de 1979 qui était de 378 millions d'hectolitres, se classe parmi les plus faibles productions depuis 20 ans, d'après les derniers chiffres de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV) présentés lors de la conférence de presse du 20 octobre 2016 à Paris.

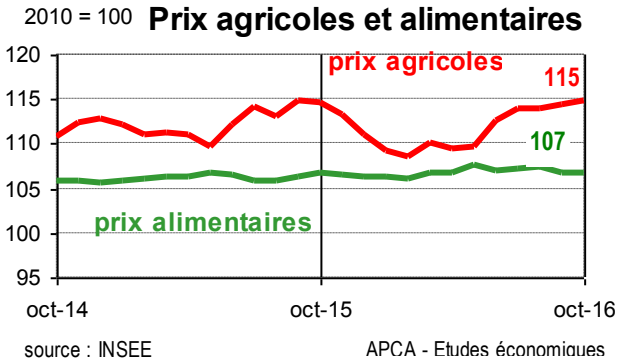
Sur le marché mondial du vin, on sait qu'une rivalité oppose ces deux grands producteurs que sont l'Italie et la France. A intervalle régulier, le classement se fait en faveur de l'une ou de l'autre. La France redevient le deuxième producteur mondial de vin en 2016 derrière l'Italie (48,8 millions d'hl), la baisse de la production française étant de 12 % par rapport à 2015 en raison des intempéries (gel, inondations ou sécheresse). Selon les dernières estimations établies non pas par l'OIV mais par le Ministère français de l'agriculture (Agreste) en novembre 2016, la récolte de vin s'établirait en 2016 à 43,2 millions d'hectolitres, soit un niveau inférieur de 10 % à celui de 2015 et de 6 % à la moyenne des cinq dernières années. Les vendanges se sont déroulées sereinement dans la plupart des vignobles mais la production viticole a été touchée par des sinistres climatiques à répétition cette année : épisodes de gel et grêle en début de printemps, été pluvieux suivi d'une période de sécheresse (notamment en méditerranée). La production européenne de vins, évaluée à 158 millions d'hl, a baissé quant à elle de 7,9 millions d'hl par rapport à 2015. Seule la Roumanie se distingue nettement (+ 37 % en 2016/2015) après deux mauvaises récoltes. La production européenne représente en 2016 plus de 60% des volumes de vins produits dans le monde. Au niveau mondial, la production mondiale de vin 2016 est estimée à 259 millions d'hl (Miohl), soit une baisse de 5 % par rapport à l'année dernière. La production 2016 est parmi les plus faibles depuis vingt ans, avec des situations très contrastées, conséquences des évènements climatiques. La Nouvelle-Zélande avec ses 3,1 Miohl en progression (+ 34 %) par rapport à l'an dernier, retrouve son niveau de 2014. La production est également élevée aux Etats-Unis (22,5 Miohl). En Amérique du Sud, le phénomène climatique El Nino amenant beaucoup de pluie a affecté les récoltes au Brésil (-50 %), en Argentine (-35 %), et au Chili (-21 %). La Chine se classe au sixième rang des principaux producteurs mondiaux de vins, devant l'Afrique du Sud et le Chili. Ces résultats 2016 illustrent une fois de plus que les vins constituent un bien alimentaire exposé à une concurrence élevée sur les marchés. Si l'on se penche maintenant sur la consommation mondiale de vin, elle progresse assez peu. La consommation mondiale de vin se situerait provisoirement dans une fourchette de 239,7 à 249,6 millions d'hectolitres. La crise de 2008 a exercé un impact non négligeable sur la dynamique de la consommation mondiale de vins selon l'OIV. Toutefois, l'OIV indique que, si l'on se cale plutôt sur une référence année 2000, les perspectives pourraient être plus favorables en matière de consommation.



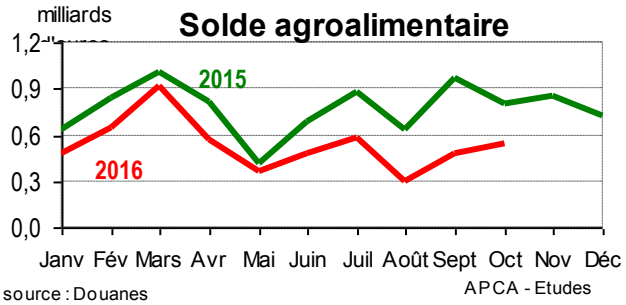
Dans le traditionnel « focus thématique », l'OIV a présenté la production mondiale de raisins de table et de raisins secs, dont les producteurs mondiaux sont loin du paysage de la production vinicole : sur les 27 millions de tonnes produites au niveau mondial, la Chine domine la production (34% de la production, 9,2 Mt) suivie de loin par l'Inde (8%, 2,1 Mt) et la Turquie (8%, 2Mt). Ces trois pays représentent ainsi 50 % de la production mondiale, en hausse constante depuis les années 2000. La consommation de raisin de table est elle-même très dynamique et dominée par ces pays producteurs et plus généralement par l'Asie du Sud-Est.

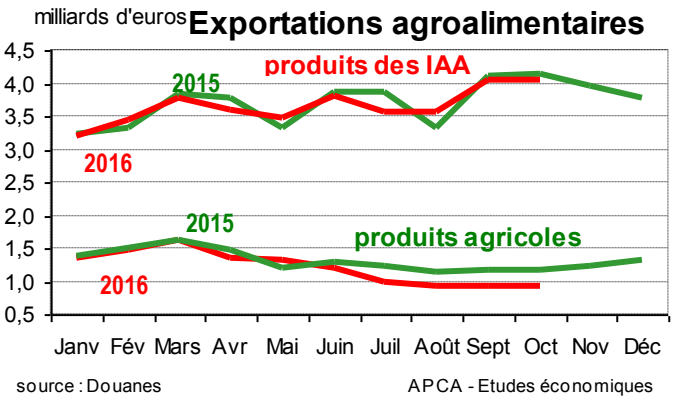
Contact : Chantal ROVELLI et Claire-Isabelle ROUSSEAU





% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	-0,1%	-0,1%	0,9%
Prix agricoles	0,5%	0,2%	3,7%
Prix des charges	0,4%	-2,1%	-32%
Inflation	-0,0%	0,4%	0,4%





Solde du commerce extérieur agroalimentaire	(Source : Douanes/SSP)	
En milliards d'€	En octobre	Cumul annuel
2016	0,543	5,337
2015	0,802	7,656

Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
9 avenue George V—75008 Paris
Mise en page : Delphine DESBOIS